

Michaël Oustinoff

*Université Nice-Sophia Antipolis,
membre de l'Université Côte d'Azur (UCA)*

Introduction

Les BRICS, un espace ignoré

Le présent numéro est né d'une interrogation fondamentale : pourquoi les BRICS – un ensemble formé par des pays aussi présents sur la scène internationale que le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud – semblent aujourd'hui éveiller aussi peu l'attention, du moins dans le monde occidental, et notamment en France ? Rares y sont en effet les études consacrées spécifiquement aux BRICS, et leur accordant une importance significative. Ce numéro contribuera donc à combler une telle lacune.

Cette lacune est d'autant plus paradoxale que les BRICS entendent constituer bien autre chose qu'une simple association de pays liés par des intérêts économiques. L'Union européenne peut servir de comparaison : les BRICS, eux aussi, cherchent à établir un projet qui soit d'ordre non pas seulement économique mais également politique, voire sociétal, puisque l'une de ses ambitions affichées est de servir d'alternative au modèle occidental.

La deuxième raison qui aura présidé à la réalisation de ce numéro d'*Hermès* consiste par conséquent à examiner en quoi le projet *politique* des BRICS est, ou non, viable. Peut-il réellement s'inscrire dans le sillage de la

conférence de Bandung qui, en 1955, avait marqué l'émergence du mouvement des non-alignés, regroupant les pays refusant de tomber sous la dépendance du bloc de l'Ouest, États-Unis en tête, ou du bloc de l'Est, mené par l'ex-Union soviétique ? Qu'en est-il aujourd'hui, à l'heure de la mondialisation ? Posée en ces termes, la question, on le comprendra aisément, ne pouvait manquer d'être soulevée.

C'est cependant une troisième question, plus fondamentale encore, qui servira de fil conducteur à l'ensemble du numéro, celui de la *communication*. Pour mener à bien leur projet, les BRICS sont manifestement confrontés à un obstacle majeur : celui de l'étendue de leurs différences. On peut difficilement imaginer un ensemble aussi disparate à l'échelle de la planète, que ce soit du point de vue purement géographique, économique, politique, social ou culturel. Là encore, on peut faire appel à la comparaison avec l'Union européenne : elle aussi se heurte à des difficultés majeures, mais elle apparaît bien plus homogène. Comment le projet des BRICS aurait-il la moindre chance d'aboutir dans le cadre d'un ensemble si hétéroclite ? Et pourtant, ce projet existe bel et bien : il demande par conséquent à être pris au sérieux (ce qui n'exclut pas la critique, bien au contraire), car il émane d'un espace qu'il

est en réalité impensable d'ignorer à l'heure de la mondialisation en cours.

Trois milliards d'habitants, 40 % du PIB mondial en 2030

C'est en 2001 qu'apparaît pour la première fois le terme de BRIC, auquel on n'adjoindra le S de South Africa que dix ans plus tard, en 2011. Rappelons les faits. Jim O'Neill, qui travaillait à l'époque comme économiste au sein de la Goldman Sachs, l'une des plus grandes banques américaines d'investissement au monde, publie une note intitulée : *Building Better Global Economic BRICs* (O'Neill, 2001)¹. Il fait tout d'abord la constatation suivante, qui marque un tournant de l'économie mondiale : « *In 2001 and 2002, real GDP growth in large emerging market economies will exceed that of the G7* » (*Ibid.*)², le G7 représentant ce qu'il est convenu d'appeler l'« Occident », à savoir les États-Unis, le Japon, l'Allemagne, la France, le Royaume-Uni, l'Italie et le Canada. Parmi les pays émergents qu'il distingue, quatre viennent en tête : le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine – qu'il regroupe sous l'acronyme BRIC par commodité. Son raisonnement est le suivant : puisque les BRICs sont amenés à rattraper, voire dépasser économiquement les pays du G7, il serait souhaitable qu'ils rejoignent, d'une manière ou d'une autre, ledit G7, qui, ramené à un G5 (l'Europe étant représentée uniquement par le Royaume-Uni, la France et l'Italie tombant à la trappe – ce qui, rétrospectivement, ne manque pas de sel à l'heure du Brexit), pourrait alors s'adjoindre les quatre pays des BRICs et devenir le G9 : « *Looking at each of Brazil, Russia, India and China, the case for the inclusion of China is overwhelming. The case for the other three is less clear-cut, but in many of our scenarios for the future makeup of the world economy, the case for the inclusion of all three is at least as strong as Canada, and in some ways, as strong as Italy.* »

(*Ibid.*)³. Le but était d'établir une meilleure gouvernance de l'économie mondiale, même si Jim O'Neill soulignait déjà l'extrême disparité des pays ainsi regroupés sous un même acronyme : « *Clearly the four countries under consideration are very different economically, socially and politically, and incorporating all four of them into a G7 style club might not be straightforward (although the existing G20 meetings are arguably an extended club version of this proposal) and as we have discussed already, the case based on economic criteria is strongest for China, and less for the others* » (*Ibid.*)⁴.

Le G20 avait été créé récemment, en marge de la réunion du G7 le 25 septembre 1999 à Washington. Il regroupait 20 pays (dont ceux du G7), l'Union européenne comptant pour un. Les BRICs, eux, étaient nés de l'analyse de Jim O'Neill, sans que les pays en question se soient en aucune façon constitués encore en groupe : leur premier sommet n'aura lieu qu'en 2009.

Les BRICs, devenus BRICS, existent désormais bel et bien, et leur puissance économique n'a fait que se renforcer comme l'avait prédit Jim O'Neill : on estime aujourd'hui qu'ils représenteront trois milliards d'habitants et 40 % du PIB mondial en 2030. Autant dire que l'on ne saurait ignorer l'importance *économique* des BRICS. Qu'ils puissent constituer un ensemble qui aille au-delà de la dimension purement économique, telle est la question qui demeure en suspens, quand elle n'est pas purement et simplement ignorée.

La construction d'un projet alternatif au modèle occidental

Les BRICS sont allés bien au-delà de ce qu'avait imaginé Jim O'Neill. Tout d'abord, en songeant à se constituer en groupe, au lieu de rejoindre le G7 ou de se contenter d'agir dans le cadre du G20. De ce point de vue, les BRICS

s'inscrivent dans le sillage de la conférence de Bandung en 1955, qui avait vu l'alliance des pays du « tiers-monde » se déclarant « non alignés » (notamment l'Égypte, l'Inde, l'Indonésie, la Chine et de nombreux pays africains) par rapport aux deux puissances dominantes de l'époque.

C'est en Russie, à Iekaterinbourg, qu'a lieu le sommet inaugural des BRICS en 2009, après un long cheminement diplomatique. La date n'est pas anodine. On est alors en plein dans la crise financière mondiale la plus grave que l'on ait connue depuis celle de la Grande Dépression de 1929 et déclenchée à nouveau, et contre toute attente, par les États-Unis à partir de 2007, et dont les effets se sont ensuite propagés à l'ensemble de la planète. Les BRICS entendent en premier lieu mettre en place une alternative économique aux crises émanant, selon eux, du monde occidental. C'était ce que souhaitait Jim O'Neill, la participation des puissances émergentes au G7 devant permettre une meilleure régulation de l'économie mondiale. Les BRICS sont en réalité en rupture avec cette vision des choses : ils ne doivent pas rejoindre le G7, qui est la source des dérèglements du monde, mais au contraire constituer, par leur union, une force susceptible de servir de contre-poids aux dérèglements provoqués par l'Occident sur l'économie mondiale.

C'est la raison pour laquelle les BRICS ont décidé de créer, à l'initiative de l'Inde, la Banque de Développement des BRICS, maintenant appelée Nouvelle Banque de Développement (NDB), qui représente une sorte de Banque mondiale au service des pays émergents, dont les BRICS se veulent les porte-parole.

Les BRICS ne veulent pas être seulement des puissances économiques, mais également agir sur l'économie mondiale. Leur projet est donc également d'ordre politique et même géopolitique : l'inclusion de l'Afrique du Sud, puissance régionale plutôt que mondiale, à l'instar de la Chine, par exemple, en est l'illustration même. Cette intégration permet aux BRICS de s'étendre sur un continent supplémentaire, l'Afrique. S'inspirant de

l'esprit de Bandung, les BRICS entendent lutter contre un ordre mondial unipolaire, celui qui semblait s'être mis en place lors de l'effondrement de l'ex-Union soviétique, ou bien celui d'un monde sous la domination de l'Occident, États-Unis en tête, domination en premier lieu économique.

Le projet des BRICS consiste donc, à la suite de la crise de 2007-2008, à proposer un ordre mondial plus *juste*, ce que les pays occidentaux, qui représentent les pays les plus riches de la planète, ne sont pas en mesure d'apporter. Le projet des BRICS prend dès lors une dimension tout autre : il n'est pas seulement d'ordre économique, ni même politique, mais également culturel, voire sociétal. Sommet après sommet des BRICS, cet élargissement de la perspective est sans cesse plus marqué. C'est également ce qui fait des BRICS la cible de nombreuses critiques.

Il est en effet facile de faire apparaître les obstacles qu'aurait à affronter un tel projet, que d'aucuns considèrent comme insurmontables. Tout d'abord, même sur le plan économique, les difficultés sont de taille : comment des pays aussi divers que le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud pourraient-ils s'entendre sur ce terrain-là ne serait-ce qu'entre eux, alors que leurs intérêts propres sont si divergents ? À supposer qu'ils puissent y arriver, ce qui est loin d'être assuré, comment pourraient-ils prendre la tête des autres pays émergents, dont les intérêts peuvent également diverger ?

Mais imaginons que les BRICS parviennent à constituer un modèle alternatif à une économie dominée par l'Occident. Comment pourraient-ils parvenir à l'établir du point de vue politique ? Quel est le point commun entre les régimes et les institutions politiques du Brésil, de la Russie, de l'Inde, de la Chine et de l'Afrique du Sud ?

Si l'on prend le cas du projet européen comme élément de comparaison – ce qui est souvent fait –, les difficultés apparaissent de manière d'autant plus frappante. L'Union européenne a été et est actuellement confrontée à des tensions internes de tous ordres, mais elle constitue un

ensemble bien plus homogène, que ce soit du point de vue géographique, économique, politique ou culturel.

On a beau jeu, dès lors, de considérer que le projet des BRICS est soit du domaine de l'utopie irréalisable, soit de celui d'une fiction créée de toutes pièces par les BRICS et à laquelle ils ne croient pas eux-mêmes, car elle n'a pour but que de servir leurs intérêts propres à court, moyen ou long terme.

On peut, naturellement, opter pour l'une ou l'autre de ces interprétations, et l'on trouvera dans les articles de ce numéro les analyses les plus diverses. N'ayant pas encore le recul suffisant face à une histoire en train de se construire sous nos yeux, nous avons préféré par conséquent explorer le plus de pistes possible, sans prétendre fournir de réponses unilatérales définitives.

L'avenir des BRICS

C'est à leur extrême hétérogénéité que les BRICS doivent d'être aujourd'hui si peu considérés comme un ensemble cohérent ayant la moindre chance de peser sur l'avenir du monde. Nous ne nous sommes pas fixé pour objectif de répondre de manière tranchée à la question de savoir si les BRICS constituaient ou non une véritable alternative au modèle occidental, ni à celle de savoir si celle-ci verra effectivement le jour. Nous avons en effet considéré que c'était là une question qu'il fallait laisser ouverte, et ce essentiellement pour deux raisons, qui sont d'ailleurs liées l'une à l'autre.

Par rapport à l'Union européenne, née de l'immédiat après-guerre, nous avons un recul d'une bonne soixantaine d'années (le traité de Rome date de 1957) : il n'en va pas de même pour les BRICS qui, par contraste, en sont encore sinon aux commencements, du moins dans une étape bien moins avancée que celle de l'Union européenne. En deuxième lieu, les avis sur l'avenir des BRICS sont partagés, notamment parce que les réalisations concrètes

des BRICS restent en grande partie encore, justement, à l'état de projets. D'un côté, il y a ceux qui estiment que les BRICS n'ont aucune chance, en raison de leur hétérogénéité, de constituer une alternative au modèle occidental digne de ce nom. D'autres vont jusqu'à considérer qu'ils n'en ont même pas l'intention, au-delà de celle de promouvoir leur propre intérêt. De l'autre, il y a ceux qui, au contraire, estiment que les BRICS sont un contrepoids à la fois viable, nécessaire et bienvenu pour l'avenir du monde.

Ce numéro repose sur une conviction affirmée et partagée par tous ses coordinateurs : celle qui consiste à dire que l'avenir des BRICS, quelle que soit la forme que celui-ci pourra revêtir, se joue sur le front de la *communication*. Les sources d'incommunication et donc d'éclatement, sont en effet directement proportionnelles à l'hétérogénéité, bien réelle, de pays aussi divers que le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud, que ce soit du point de vue géographique (discontinuité de leurs frontières, à cheval sur quatre continents), économique, politique, sociétal ou culturel.

À propos de l'élaboration de ce numéro

Dans ce numéro, on trouvera de manière explicite ou en filigrane des points de vue divergents, voire situés aux antipodes les uns aux autres quant à l'importance à accorder aux BRICS : les coordonnateurs eux-mêmes ne partagent pas toujours la même vision des choses en la matière, allant jusqu'à s'opposer sur bien des points, sans que cela tire, selon nous, le moins du monde à conséquence. Certains s'en étonneront, mais cela s'explique par la volonté de laisser au lecteur le soin de se faire une opinion par lui-même au vu des éléments de réflexion qui lui sont proposés. La diversité des approches fait d'ailleurs partie du code génétique de la revue *Hermès* : elle n'a pas vocation à être unidimensionnelle.

D'aucuns seront également surpris de trouver parfois des textes qui ne correspondent pas nécessairement aux critères des publications universitaires auxquels ils sont habitués. Qu'ils n'y voient là ni la marque d'un manque de rigueur scientifique (ou pire, d'incompétence) ni d'une tentative de provocation délibérée, pour le moins douteuse au demeurant, mais l'occasion de laisser d'autres points de vue s'exprimer, qui, autrement, auraient dû être rejetés. Le numéro aurait, sans nul doute, été plus lisse, plus « lisible », mais il n'aurait pas permis de faire apparaître la manière dont, à l'étranger, et notamment parmi les spécialistes venant des pays des BRICS, le sujet était traité. Autant dire que cela aurait privé le numéro d'une dimension essentielle : nous nous en sommes par conséquent abstenus.

Dans un récent entretien, Jim O'Neill souligne que les BRICS sont allés bien au-delà de ses prévisions : « *Sixteen years later the BRICS share of global GDP (gross domestic product) is bigger than every scenario I projected* »⁵ (O'Neill, 2017). Il se place essentiellement du côté de l'économie, et prédit que l'avenir des BRICS est assuré pour longtemps, contrairement à ce qu'il entend dire ici ou là. Mais le point central, c'est que la dimension politique n'est plus ignorée par lui, comme il avait eu autrefois tendance à le faire. C'est ainsi qu'il avait émis des doutes sur la présence de l'Afrique du Sud au côté des autres membres des BRICS :

« *China creates another South Africa (economically) every six months, how on earth can South Africa be economically in the same class?* »⁶ (Ibid.) Désormais, l'Afrique du Sud ne fait plus à ses yeux figure d'anomalie au sein du groupe, à condition de se placer sur un autre plan, celui de la politique : « *Politically, it is very important that South Africa is part of BRICS* »⁷ (Ibid.).

C'est à un tel changement de focale que le présent numéro a procédé, en considérant que la dimension économique était, au bout du compte, sinon dénuée d'intérêt (on ne parlerait pas des BRICS si leur poids économique était négligeable), du moins la moins intéressante. Ce qui a retenu avant tout notre attention est la dimension politique, culturelle, sociétale et communicationnelle, celle-là même qui a tendance à être ignorée en raison de l'hétérogénéité des BRICS. Or, c'est celle-là qui est la plus importante, et de loin. C'est aussi la plus complexe et la moins prévisible.

Poser la question des BRICS, c'est en définitive poser la question de la diversité politique et culturelle à l'heure de la mondialisation présente et à venir, où les sources d'incommunication sont d'autant plus nombreuses que le nombre d'acteurs se multiplie en raison de la montée en puissance de nouveaux pays émergents. C'est donc un enjeu central du monde contemporain, que ce numéro aborde dans toute sa complexité et sous le maximum d'angles possible, y compris divergents, car c'est dans la nature même de son objet.

NOTES

1. « Construire de meilleurs BRICS à l'échelle de l'économie globale » (notre traduction).
2. « En 2001 et 2002, la croissance du PIB réel dans les grandes économies de marché émergentes dépassera celui du G7 » (notre traduction).

3. « En passant en revue le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine, les raisons qui plaident en faveur de l'inclusion de la Chine sont écrasantes. Cela est moins évident pour les trois autres pays, mais, dans un grand nombre de nos scénarios concernant la configuration future de l'économie mondiale, l'inclusion des trois à la

fois se justifie au moins autant que pour le Canada et, dans une certaine mesure, que pour l'Italie» (notre traduction).

4. « À l'évidence, les quatre pays en question sont très différents que ce soit économiquement, socialement et politiquement : leur intégration tous ensemble au sein d'un club du style du G7 n'irait pas forcément de soi (bien que les réunions déjà existantes du G20 peuvent être considérées comme une version élargie de ce genre de proposition) et, comme nous l'avons déjà souligné, l'admission fondée sur des critères économiques se justifie le plus pour la Chine, et moins pour les autres » (notre traduction).

5. « Seize années plus tard, la part des BRICS dans le PIB (produit intérieur brut) mondial est plus importante que dans tous les scénarios que j'avais prévus » (notre traduction).
6. « La Chine créant une autre Afrique du Sud (économiquement) tous les six mois, comment l'Afrique du Sud pourrait-elle diable se ranger dans la même catégorie ? » (notre traduction).
7. « Politiquement, il est très important que l'Afrique du Sud fasse partie des BRICS » (notre traduction).

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

O'NEILL, J., « Building Better Global Economic BRICs », Goldman Sachs, *Global Economics*, n° 66, 30 nov. 2001.

O'NEILL, J., « Interview: Economist Who Coined BRICS Term Says Group's Performance Exceeds Expectations », *New China*, 15 août 2017. En ligne sur : <news.xinhuanet.com/english/2017-08/15/c_136525872.htm>, consulté le 4/10/2017.